



8 mars 1910 - 8 mars 2010 100 ans de lutte des femmes

Lancement de la 3ème Marche Mondiale des Femmes
40 ans du Mouvement de Libération des Femmes

MANIFESTATION

Lundi 8 mars, 18h30
Place de la Nation

Grâce à nos combats, les droits des femmes ont avancé !

En France, les femmes ont aujourd'hui le droit de voter, de travailler, de gérer leur compte en banque, de choisir leur vie privée, de disposer librement de leur corps, de se présenter aux élections... Alors, pourquoi les féministes ne sont-elles toujours pas satisfaites ?! Pourquoi continuent-elles à battre le pavé et à revendiquer, 100 ans après ?! Parce que, si l'égalité entre les femmes et les hommes est acquise dans les lois, la réalité est très différente : des lois, aussi bonnes soient-elles, ne sont pas appliquées si les moyens financiers et la motivation politique ne suivent pas. Malgré toutes ces lois, les écarts continuent donc de se creuser.

C'est pourquoi nous serons de nouveau dans la rue le 8 mars pour réclamer nos droits, tous nos droits !

Aujourd'hui, les droits des femmes sont en recul

Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes

- Les salaires des femmes sont inférieurs en moyenne de 24 % à ceux des hommes ; leurs retraites sont en moyenne inférieures de 600 euros par mois ;
- Les femmes représentent 80 % des travailleurs pauvres ;
- 85 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes ;
- Les tâches ménagères sont encore assumées à 70 % par les femmes ;
- Une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ;
- Une femme est violée toutes les 10 minutes ; 48 000 femmes par an (2002) ;
- 18 % de femmes à l'Assemblée nationale.

Le droit des femmes à disposer de leur corps est attaqué

Les fermetures de centres IVG (en région parisienne : Tenon, Broussais, Edmond Rostand, Avicenne, Poissy-Saint-Germain-en-Laye...) s'inscrivent dans la politique de démantèlement de l'hôpital public. Elles représentent aujourd'hui la principale menace contre le droit à l'avortement. Ces attaques s'accompagnent d'une dégradation du système de santé et de protection sociale, et, plus généralement, de la casse du service public.



Les droits sociaux des femmes sont mis à mal

* Les femmes sont les premières victimes de la crise et vivent durement la destruction des emplois. Elles sont les plus exposées au chômage, à la précarité, au travail clandestin. Sous prétexte de se conformer à la législation européenne, on leur retire des mesures de rattrapage qui visaient au contraire à compenser les inégalités, particulièrement visibles au moment de la retraite.

* Le gouvernement propose de féminiser les Conseils d'administration des grandes entreprises mais ne prend pas les mesures contraignantes nécessaires pour assurer l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes. Pendant ce temps, des millions de femmes salariées connaissent la précarité, la pauvreté frappant particulièrement les femmes faiblement qualifiées et seules avec des enfants.

* Les femmes migrantes sont doublement discriminées, comme femmes et étrangères. Les femmes sans papiers sont privées de tous les droits, leur travail n'est pas reconnu et elles sont menacées d'expulsion.

* Les droits politiques des femmes reculent aussi : alors que l'Assemblée nationale n'affiche que 18 % de femmes, la réforme du mode de scrutin envisagée pour les territoriales réduira encore plus le nombre de femmes élues.

MARCHE MONDIALE DES FEMMES



Les violences faites aux femmes persistent

* L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF - 2002) a révélé l'ampleur de ces violences qui touchent l'ensemble des catégories sociales. Elles ne sont pas le fait de pathologies individuelles, mais plutôt la conséquence d'un système patriarcal persistant qui considère que les femmes sont inférieures aux hommes. Dans un pays qui se prétend démocratique, égalitaire, et luttant contre les injustices, cette complaisance est inacceptable.

* Afghanes, encore et toujours oubliées dans le honteux processus de «réconciliation» avec les talibans ; Iraniennes, en but à la répression d'un régime d'un autre temps ; Congolaises, utilisées comme butin de guerre ; et, dans tant d'autres pays, encore des millions de femmes victimes d'un système patriarcal arriéré et meurtrier où le corps des femmes reste un enjeu de pouvoir.

Que voulons-nous ?

* Une proposition de loi contre les violences faites aux femmes est en cours de discussion. Issue d'une mission parlementaire d'évaluation constituée grâce à une pétition du Collectif National Droits des femmes, c'est une avancée importante.

Les sanctions contre les violences s'imposent, évidemment. Cependant, nous refusons toute politique basée uniquement sur une répression qui a fait preuve de son inefficacité et vire au tout sécuritaire. Pour nous, l'objectif reste une loi-cadre qui mette l'accent sur la prévention et l'éducation dès le plus jeune âge.

* Nous voulons une politique de service public, d'accès aux soins, à l'avortement et à la contraception.

* Nous voulons des moyens accrus pour les associations qui luttent pour les droits des femmes.

* Nous voulons un Ministère des droits des femmes seul capable d'être un véritable interlocuteur et de mener une politique d'égalité

* Nous voulons une politique active d'égalité entre les femmes et les hommes dans les domaines, éducatif, professionnel et social ; le maintien et le développement du service public de la petite enfance, des crèches et de l'école maternelle ;

* Nous voulons la régularisation des travailleuses sans papiers ; nous voulons un statut d'autonomie pour les migrantes et le droit d'asile pour les femmes persécutées dans leurs pays ;

* Nous voulons que la loi sur les violences prennent en compte les lesbiennes en butte à un type de violence spécifique, la lesbophobie.

* Nous affirmons, face à la montée des intégrismes, notre attachement à la laïcité, à la séparation des Églises et de l'État, seules capables de garantir le respect des droits et des libertés des femmes ;

* Nous affirmons notre solidarité avec les femmes et les mouvements qui luttent pour l'égalité dans le monde entier.

Toutes ces revendications seront reprises et amplifiées les 12 et 13 juin, lors de la Manifestation nationale et du Forum national pour les Droits des femmes de la 3ème Marche Mondiale des femmes.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

MANIFESTATION

Lundi 8 mars, 18h30, Place de la Nation